

## CITIZEN

GREENPEACE

# Adieu les énergies fossiles !

**Cent pour cent d'énergies renouvelables, c'est possible, si on suit la voie tracée par la nouvelle édition du scénario « Energy [R]evolution », estime Greenpeace.**

Le développement massif des énergies renouvelables et des technologies à faible consommation énergétique serait lié à une forte création d'emplois et à la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre. Telles sont les conclusions d'une nouvelle étude commandée par Greenpeace et l'European Renewable Energy Council (EREC) qui a été présentée le 8 juillet à Bruxelles. La troisième édition du rapport « EU Energy [R]evolution », réalisée par l'Institut de thermodynamique technique du Centre aérospatial allemand (DLR), démontre que 97 % de l'électricité en Europe et 92 % de sa consommation totale d'énergie pourraient provenir des sources d'énergie renouvelable.

Ce développement serait accompagné par une réduction massive d'émissions de CO<sub>2</sub> de 95 % d'ici 2050. Tout en tenant compte du coût des investissements, les économies réalisées sur les importations des combustibles fossiles permettraient à l'économie européenne de dégager 19

milliards d'euros d'excédents chaque année d'ici 2050. L'économie européenne serait de plus stimulée par la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois nouveaux.

« L'Europe alimentée à 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2050 est indispensable pour la protection du climat. En plus, une telle démarche serait favorable pour notre économie. Le charbon et l'énergie nucléaire sont des poids morts pour l'innovation et le développement. Par contre, les énergies renouvelables peuvent fournir de nouvelles technologies, de l'emploi et de la sécurité énergétique. Afin d'exploiter ce potentiel, l'UE doit absolument redevenir très ambitieuse sur la question de la protection du climat, ce qui l'obligera à arrêter de subventionner massivement les combustibles fossiles et à soutenir activement la création d'une économie forte et propre », déclare Frauke Thies, conseillère pour la politique énergétique de l'UE à l'unité européenne de Greenpeace.

## Beckerich en exemple

Comparé à d'autres « scénarios » énergétiques développés pour l'UE en 2050, le rapport « EU Energy [R]

evolution » est certainement ambitieux, mais il est fondé sur des hypothèses réalistes basées sur une fourniture d'énergie flexible, décentralisée, et donc plus proche des entreprises et des collectivités locales.

Des exemples concrets, déjà mis en oeuvre dans différents pays de l'Union européenne, comme la Commune de Beckerich au Luxembourg, apportent la preuve que la révolution énergétique n'est pas une utopie. En 1997, la commune de Beckerich a développé un concept énergétique afin d'investir dans des solutions durables. Dès 1998, le premier projet de biogaz a été développé et en 1999, la consommation d'électricité avait diminué de plus de 7 % par habitant, par rapport à 1994. Aujourd'hui, 15 % des ménages locaux ont réalisé des investissements dans l'énergie solaire, une subvention pour l'isolation des bâtiments a permis de réduire la demande d'énergie pour le chauffage. Une installation de cogénération à base de biomasse a été installée et est connectée à un réseau de chauffage. Ainsi, 90 % de l'électricité utilisée par les ménages et 40 % de l'énergie nécessaire pour le chauffage proviennent des énergies renouvelables. En 2020, Beckerich s'est fixée comme objectif de fonctionner à 100 % d'énergies renouvelables.

« Greenpeace demande au gouvernement luxembourgeois de développer enfin des stratégies pour rendre le Luxembourg durable en matière d'approvisionnement énergétique. Bien que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique figurent parmi les priorités du programme gouvernemental, en réalité, nous n'avons constaté aucun progrès au cours des douze derniers mois. Par contre, le ministre de l'économie favorise la politique du 'chéquier' : au lieu de développer les énergies renouvelables au Luxembourg, il préfère les acheter ailleurs », constate Martina Holbach, chargée de la campagne climat et énergie chez Greenpeace Luxembourg. « Greenpeace se demande quand le gouvernement va-t-il enfin reconnaître que le Luxembourg pourrait profiter énormément du développement des énergies renouvelables et des technologies à faible consommation énergétique par la création d'emplois et par une plus grande indépendance des importations d'énergies de plus en plus coûteuses. »

Le rapport „Energy [R]evolution“ et son résumé peuvent être téléchargés (en anglais seulement) du site [www.greenpeace.eu](http://www.greenpeace.eu)



## ÉDITIONS ULTIMOMONDO

### La discrimination prend effet

Madame Octavie Modert, Ministre de la culture, n'a pas daigné répondre à la lettre des « éditions ultimomondo » que nous lui avons adressée par courriel le 4 mai 2010. Pas un seul mot, ni même un accusé de réception. A notre avis, sa fonction de ministre implique qu'elle rende compte des mesures qu'elle prend, surtout si elles sont désastreuses à notre rencontre. Nous lui avons demandé de nous dire de façon claire et nette si, oui ou non, notre maison d'édition a le droit de participer aux foires internationales du livre à Francfort, Leipzig et Paris, au même titre que d'autres éditeurs luxembourgeois, sans être membre de la Fédération ad hoc. A nos yeux, son silence est l'expression du dédain explicite qui caractérise la politique de son ministère en matière littéraire. Cependant, sur les ondes de la radio socio-culturelle, Madame le Ministre a été plus loquace le 10 juillet 2010. Il semble désormais clair que nous n'aurons pas l'autorisation d'utiliser, en concert avec d'autres éditeurs, une infrastructure financée par l'Etat, avec l'argent du contribuable, donc aussi le nôtre. Il ne nous reste qu'à porter avec fierté notre nouveau titre: « Editeur discriminé par l'Etat luxembourgeois ».

Michel Dimmer, Guy Rewenig, Micheline Scheuren, Paul Thiltges, co-fondateurs et sociétaires des « éditions ultimomondo »